



Rural Evaluation NEWS

LETTRE D'INFORMATION DU HELPDESK ÉVALUATION EUROPÉEN POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL



QUEL IMPACT !

Activités d'évaluation en 2019 : Faits marquants et perspectives des États membres



En juin 2019, les autorités de gestion des PDR ont soumis à la Commission européenne les rapports annuels renforcés sur la mise en œuvre (RAMO) pour 2019. Ces RAMO comprennent non seulement des informations sur la mise en œuvre du plan d'évaluation (PE), mais aussi les conclusions des évaluations. En 2017, ces conclusions étaient axées sur les résultats, tandis qu'en 2019, elles portent non seulement sur les résultats, mais aussi sur les impacts. Les RAMO 2019 s'appuient sur les rapports précédents et sont essentiels dans la mesure où ils illustrent encore plus complètement comment les États membres progressent dans la mise en œuvre de leurs plans

d'évaluation et en ce qui concerne les impacts. Les États membres ont travaillé d'arrache-pied à la préparation du RAMO 2019 en menant différentes activités d'évaluation et en commandant différentes évaluations et études thématiques. Le Helpdesk Évaluation européen pour le développement rural a analysé les chapitres 2 et 7 des RAMO de l'ensemble des PDR afin de résumer les progrès accomplis dans la mise en œuvre des plans d'évaluation et les contributions apportées jusqu'en décembre 2018 en vue de réaliser les priorités des PDR, les objectifs de la PAC et les grands objectifs de la stratégie UE 2020.



ACTUALITÉS

Outils à l'appui de l'évaluation ex ante de la stratégie d'intervention, des objectifs et jalons des plans stratégiques de la PAC

PAGE 5



BONNES PRATIQUES

Résoudre les problèmes d'évaluation grâce à la collaboration: Expériences des évaluateurs slovénes en ce qui concerne les RAMO soumis en 2019

PAGE 10



RETOUR AUX FONDAMENTAUX

Principales idées pour l'évaluation de votre stratégie d'intervention

PAGE 18



ÉVÉNEMENTS

Calendrier des événements passés et à venir

PAGE 20



Autant d'activités en si peu de temps !

Au cours de l'année écoulée, les États membres ont largement accru leurs efforts en ce qui concerne l'évaluation et le compte rendu des réalisations et de l'impact des PDR et ont progressé dans la mise en œuvre de la politique. Dans l'ensemble des États membres, les autorités de gestion ont mené de nombreuses activités liées aux données et à la fourniture de données pour les évaluations. Ces initiatives ont à leur tour favorisé une augmentation des activités d'évaluation en vue de la préparation du RAMO 2019. Dans le même temps, les plans d'évaluation des États membres sont devenus plus stables, moins d'États membres ayant apporté des modifications à leurs plans d'évaluation par rapport aux années précédentes.

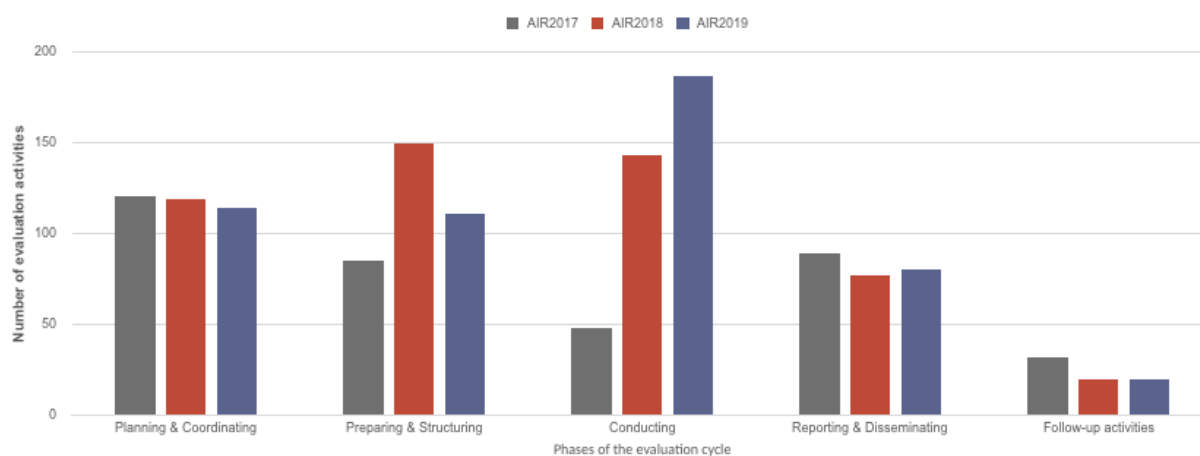
La plupart des activités d'évaluation entreprises au cours de l'année écoulée ont été menées en vue de compléter et de soumettre le chapitre 7 des RAMO renforcés pour 2019. La figure 1 montre la répartition des activités d'évaluation entre les différentes phases du cycle d'évaluation et les différentes périodes de rapport.

Le nombre d'activités a largement augmenté par rapport aux RAMO renforcés présentés en 2017.

Le nombre d'activités d'évaluation dans les RAMO 2018 et 2019 est généralement resté stable, mais une différence importante a été observée en ce qui concerne la nature des activités entreprises. En 2019, les États membres ont mené davantage d'activités relatives à la réalisation effective des évaluations (collecte de données, application de méthodes analytiques et évaluation des réalisations et des impacts des PDR) en vue de rendre compte et de diffuser les conclusions des évaluations et de prendre des mesures de suivi.

En ce qui concerne les activités de gestion des données en 2019, les États membres semblent généralement délaisser les activités liées aux modalités de gestion des données et axer désormais plus des deux tiers de leurs efforts sur les activités liées à la préparation des systèmes de données (p. ex. l'élaboration d'outils pour combler les lacunes dans les données) et sur la collecte et de l'analyse des données (p. ex. la triangulation des données et la visualisation des tendances).

Figure 1: **Activités d'évaluation dans les principales phases du cycle d'évaluation et dans les différents RAMO soumis en 2017, 2018 et 2019**



Source: Screening of AIRs Submitted in 2019 (European Evaluation Helpdesk for Rural Development (2019))



Des évaluations dans une ville près de chez vous !

Parmi les différentes évaluations que les États membres ont menées au cours de la période précédant 2019, de nombreux États membres ont réalisé des évaluations thématiques en rapport avec les PDR 2014-2020. En outre, les États membres ont commandé de nombreuses études portant sur divers thèmes ruraux, tels que l'agriculture de précision (p. ex. BE - Flandre), le renouvellement des générations (p. ex. IT - Campanie) ou le tourisme rural (p. ex. SE).

Gestion durable des ressources naturelles et actions en faveur du climat : Une grande partie des évaluations thématiques entreprises au cours de la période précédant l'établissement des rapports en 2019 concernaient ce sujet. Par exemple, l'Espagne (La Rioja) a réalisé une [étude](#) en vue d'améliorer la méthodologie et la définition des zones agricoles à haute valeur naturelle sur la base d'éléments cartographiques, la Grèce a réalisé une [évaluation](#) des effets du PDR sur la prévention de l'érosion des sols et l'amélioration de la gestion des sols, et la Lituanie a [évalué](#) les effets du PDR sur le changement climatique au moyen d'indicateurs relatifs aux énergies renouvelables.

Production alimentaire durable : La Lettonie a réalisé une [analyse](#) sur le soutien du PDR au développement des grandes exploitations agricoles, l'Allemagne (Bade-Wurtemberg) a [évalué](#) l'impact du PDR sur la diversification des exploitations agricoles, la Finlande (continentale) a réalisé une [évaluation](#) des effets du PDR sur la promotion de la compétitivité du secteur agricole, et l'Allemagne (Basse-Saxe - Brême) a évalué les effets des mesures du PDR en faveur du bien-être animal, notamment sur les [poulets](#) et les [porcs](#).

Développement territorial équilibré : Les évaluations réalisées dans ce domaine portaient principalement sur LEADER/CLLD. Le Royaume-Uni (Écosse) a [évalué](#) l'impact économique, social, culturel et environnemental de LEADER sur les communautés rurales, l'Irlande a commandé des [études de cas](#) sur les contributions de LEADER à la coopération transfrontalière, à la rénovation des bâtiments communautaires, aux villages et villes intelligents, aux festivals, aux petites entreprises, à la planification menée par les acteurs locaux, à la préservation du patrimoine local, aux services d'emploi et de formation et aux transports ruraux et urbains intégrés.

Transfert des connaissances et innovation : Des évaluations approfondies sur ces sujets ont été réalisées par l'Allemagne (Hesse),

qui a [évalué](#) la mise en œuvre du partenariat d'innovation européen - AGRI, et la Finlande (continentale), qui a réalisé une [évaluation spécifique](#) sur la mesure 02 - Services de conseils agricoles.

Enfin, des évaluations thématiques ont été réalisées en ce qui concerne **différents aspects des PDR**, par exemple, l'Espagne (à l'échelle nationale) a réalisé une [évaluation](#) du réseau rural national, la Pologne a réalisé une [évaluation](#) des critères de sélection du PDR, et l'Italie (Lombardie) a réalisé une [analyse](#) des conditions d'évaluation des PDR 2014-2020.

Les États membres ont également considérablement accru leurs activités de communication en ce qui concerne la diffusion des conclusions des évaluations en 2019. Pour ce qui est de la communication, les parties prenantes ont surtout été contactées via des sites web, et une moindre proportion d'entre elles par d'autres moyens de communication (newsletters, médias sociaux, rapports d'évaluation, réunions internes et ouvertes, ateliers, conférences et séminaires). La plupart des activités de communication menées par les États membres s'adressaient au grand public ou à un éventail de parties prenantes de l'évaluation. Le reste des activités de communication visait spécifiquement des groupes cibles sélectionnés, tels que le Comité de suivi du PDR, les groupes d'action locale, les autorités nationales et régionales, les chercheurs et experts thématiques, les évaluateurs, les réseaux ruraux nationaux et les associations rurales.

Alors, vous avez fait tout ça, mais que montrent vos évaluations ?

Si le chapitre 2 des RAMO nous permet de comprendre quelles activités ont été menées, le chapitre 7 des RAMO soumis en 2019 nous donne pour la première fois un véritable aperçu non seulement des réalisations des PDR au regard des différentes priorités et dans chacun des domaines prioritaires respectifs, mais il illustre également comment ces réalisations contribuent aux objectifs de l'Union, à savoir les objectifs de la PAC et les grands objectifs de l'UE pour la biodiversité et une croissance intelligente, durable et inclusive. La majorité des PDR traitaient systématiquement de l'évaluation des domaines prioritaires, des priorités et d'autres aspects des PDR (assistance technique, réseaux ruraux nationaux) en répondant aux questions évaluatives communes correspondantes, de 1 à 21. Par rapport à 2017, les réponses à ces questions évaluatives communes ont



été beaucoup plus complètes et se fondaient sur davantage d'éléments factuels. Le fait que certaines réalisations n'aient été ni évaluées ni communiquées s'explique par le faible taux de mise en œuvre du PDR, l'absence de mesures programmées, principalement dans les domaines prioritaires respectifs, ou par le manque de données permettant d'appliquer des méthodes d'évaluation plus sensibles et fiables.

De même, une proportion importante des PDR a également répondu pour la première fois aux questions évaluatives communes, de 22 à 30, relatives aux contributions aux objectifs et cibles à l'échelle de l'Union. Toutefois, la plupart des PDR ont en l'occurrence éprouvé des difficultés pour fournir les valeurs nettes pour les indicateurs d'impact communs de la PAC et pour évaluer les contributions des PDR à la réalisation des grands objectifs de l'UE. De nombreux PDR ont néanmoins été en mesure de démontrer les contributions du PDR sur la base de différents éléments évalués à l'aide d'approches optimales et alternatives, en fonction des situations spécifiques du point de vue de la disponibilité des données, du niveau de mise en œuvre et des ressources de l'évaluation. L'application de méthodes quantitatives fiables, telles qu'une analyse contrefactuelle ou des techniques de modélisation, est encore limitée dans l'ensemble des PDR, mais on constate une augmentation globale par rapport aux précédents RAMO renforcés présentés en 2017.

Dans l'ensemble, les RAMO soumis en 2019 ont mis en évidence l'avancement de la mise en œuvre des PDR et les considérables progrès accomplis en ce qui concerne les dépenses et la réalisation des cibles établies pour les objectifs des domaines prioritaires, bien qu'il existe de très grandes différences entre les divers PDR ou entre les domaines prioritaires du même PDR. En ce qui concerne les priorités et les domaines prioritaires, la plupart des PDR ont systématiquement évalué et communiqué les réalisations dans la réponse aux questions évaluatives communes (QEC) correspondantes.

Par rapport au rapport annuel renforcé sur la mise en œuvre en 2017, les autorités de gestion et les évaluateurs ont considérablement accru leurs efforts dans l'application de méthodes d'évaluation permettant de bien décrire les résultats et les impacts des PDR. Cela se reflète dans le nombre de PDR qui fournissent des réponses aux QEC relatives aux domaines prioritaires. Ici, le tableau est beaucoup plus complet qu'en 2017. En outre, un grand nombre de PDR ont systématiquement évalué et communiqué les réalisations et étayé les conclusions des évaluations par différents types d'éléments (le plus souvent des valeurs cibles quantifiées communes, associées à des informations qualitatives et quantitatives supplémentaires).

La fiabilité et la sensibilité des approches d'évaluation variaient d'un pays de l'UE-28 à l'autre. Les États membres ont fait état de multiples facteurs, qui ont amélioré ou limité la qualité des conclusions des évaluations (par exemple, la taille du budget du PDR, le niveau de mise en œuvre du PDR, la capacité et les ressources d'évaluation, la disponibilité des données). Il a néanmoins été possible de relever de nombreuses bonnes pratiques dans les méthodologies utilisées. L'application d'évaluations contrefactuelles (p. ex. PSM, DiD, modèles) a souvent été mentionnée dans les réponses, notamment pour l'évaluation des impacts socio-

économiques et sectoriels. Les PDR ont systématiquement utilisé des méthodes qualitatives pour trianguler les résultats quantitatifs ou pour combler les lacunes dans les données (p. ex. études de cas, questionnaires, enquêtes, groupes de réflexion). Des indicateurs supplémentaires ont également été utilisés pour compléter les indicateurs communs, ce qui montre la capacité d'appréhender différents aspects des effets du PDR.

Tirer les enseignements des évaluations au profit d'une meilleure mise en œuvre

De nombreux États membres ont non seulement procédé à diverses évaluations en 2019, mais ont également utilisé les résultats de ces évaluations pour apporter des modifications à leurs programmes afin d'améliorer la mise en œuvre et les résultats. Certaines de ces mesures de suivi sont les suivantes :

- **Améliorer le mécanisme de mise en œuvre du PDR:** alignement des calendriers et rationalisation des procédures, conception ou mise à jour de la stratégie de communication du PDR et optimisation des procédures administratives pour la sélection des bénéficiaires.
- **Adapter la logique d'intervention du PDR:** révision des critères de sélection, modification de l'allocation financière des mesures du PDR ou retrait de certaines sous-mesures.
- **Améliorer le système de suivi et d'évaluation du PDR:** coordination de la collecte et de la fourniture de données entre les autorités régionales et les groupes d'action locale, adaptation de la base de données opérationnelle et affinement de la définition et de la méthodologie pour évaluer les zones agricoles à haute valeur naturelle.
- **Préparer les plans stratégiques de la PAC pour la période 2021-2027:** établir les taux de soutien à l'agriculture biologique au cours de la nouvelle période financière, former des conseillers agricoles en vue de fournir de meilleurs services de conseil pour la période post-2020 et tirer les leçons de l'expérience acquise grâce aux critères de sélection des PDR.

Enseignements pour l'avenir

En définitive, bien qu'une forte proportion de PDR ait progressé dans la démonstration des résultats obtenus dans le cadre des priorités spécifiques de développement rural, l'évaluation des contributions nettes des PDR a généralement été limitée et nécessitera davantage de temps, de données, de capacités et des niveaux de mise en œuvre plus élevés pour être pleinement réalisée. Néanmoins, les États membres utilisent les résultats de leurs évaluations afin de soutenir les actions de suivi visant à améliorer la mise en œuvre et les bonnes pratiques, et plusieurs enseignements tirés au cours de la présente période de référence seront utilisés en vue de préparer l'évaluation ex post prévue en 2023. ■



Envoyez vos questions à:

info@ruralevaluation.eu



Outils à l'appui de l'évaluation ex ante de la stratégie d'intervention, des objectifs et jalons des plans stratégiques de la PAC

Les États membres préparent actuellement de nouveaux plans stratégiques de la PAC, qui contribueront à programmer les interventions à réaliser au cours de la période 2021-2027 au titre du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader).

Une logique d'intervention globale et bien structurée pour le plan stratégique de la PAC constitue un élément essentiel pour la conception des interventions afin de répondre aux besoins des États membres et pour les modalités de leurs contributions aux objectifs spécifiques de la PAC, en garantissant des résultats et des impacts positifs. L'ambition de répondre aux objectifs programmés et la façon de mesurer les progrès accomplis par rapport aux réalisations définies s'expriment au moyen d'objectifs et de jalons quantifiés, établis pour chaque indicateur de résultat pertinent.

Dans le nouveau « modèle de mise en œuvre » de la PAC, les États membres assument une plus grande responsabilité et doivent davantage rendre compte des moyens utilisés pour atteindre leurs objectifs et les cibles convenues. Il est par conséquent important d'évaluer si les valeurs cibles quantifiées pour les résultats sont calculées correctement et si elles sont réalistes sur la base du montant des contributions allouées, des réalisations prévues et des résultats. C'est l'une des tâches de l'évaluation ex ante prévue dans la proposition de règlement relatif aux plans stratégiques de la PAC.

Dans le cadre du groupe de travail thématique 7 « Préparer l'évaluation ex ante du plan stratégique de la PAC », le Helpdesk Évaluation a mis au point un outil destiné à aider les évaluateurs ex ante en proposant une approche structurée de l'évaluation de la qualité du calcul des valeurs cibles et des jalons compte tenu de différents facteurs critiques. Cet outil propose de suivre une approche en six étapes, comme le montre la figure 1 :

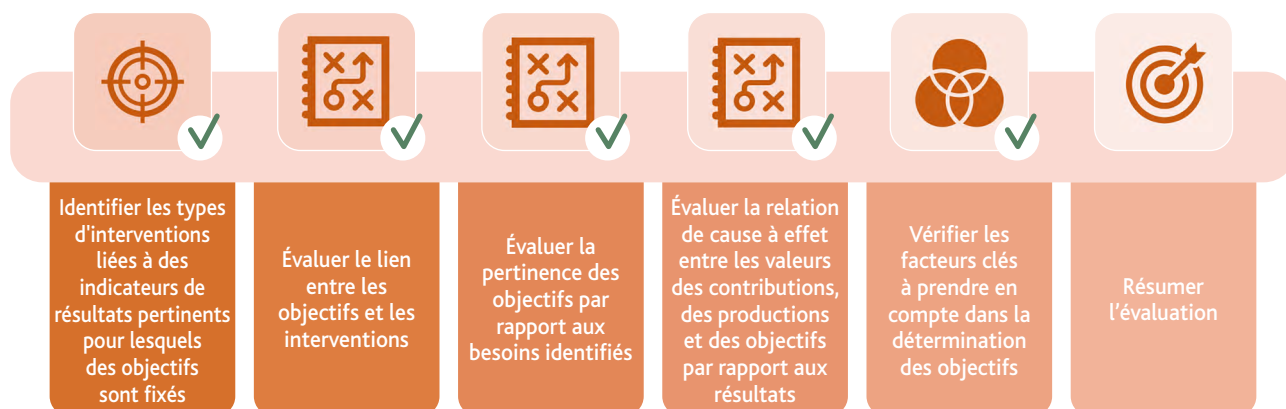
L'outil fournit quelques exemples de tableaux analytiques qui peuvent contribuer à l'évaluation des liens entre les objectifs et d'autres éléments connexes du plan stratégique du PAC (p. ex. interventions, besoins identifiés). Des listes de contrôle indicatives couvrant les informations clés à prendre en considération lors de l'évaluation des objectifs établis et liés à la réalisation des objectifs de la PAC et aux interventions qui permettront d'atteindre ces objectifs établis sont également fournies.

Par exemple, la liste de contrôle des facteurs éventuels à prendre en considération lors de l'établissement des objectifs comprend des informations clés relatives à l'allocation financière des interventions, les expériences passées et les enseignements tirés de l'établissement des objectifs, la capacité financière et l'expérience des bénéficiaires, l'estimation des objectifs, les questions administratives et les questions spécifiques liées au changement climatique, aux ressources naturelles et à l'environnement. ■

Cet outil et d'autres outils mis au point afin d'aider les évaluateurs ex ante des plans stratégiques de la PAC pour la période 2021-2027 sont publiés sur le [site web du Helpdesk Évaluation](#).

1. (COM/2018/392 final)

Figure 1: Étapes pour structurer l'évaluation des valeurs cibles quantifiées et des jalons.





Vers un nouveau modèle de mise en œuvre: De la stratégie nationale croate pour l'agriculture et le développement rural au plan stratégique national de la PAC

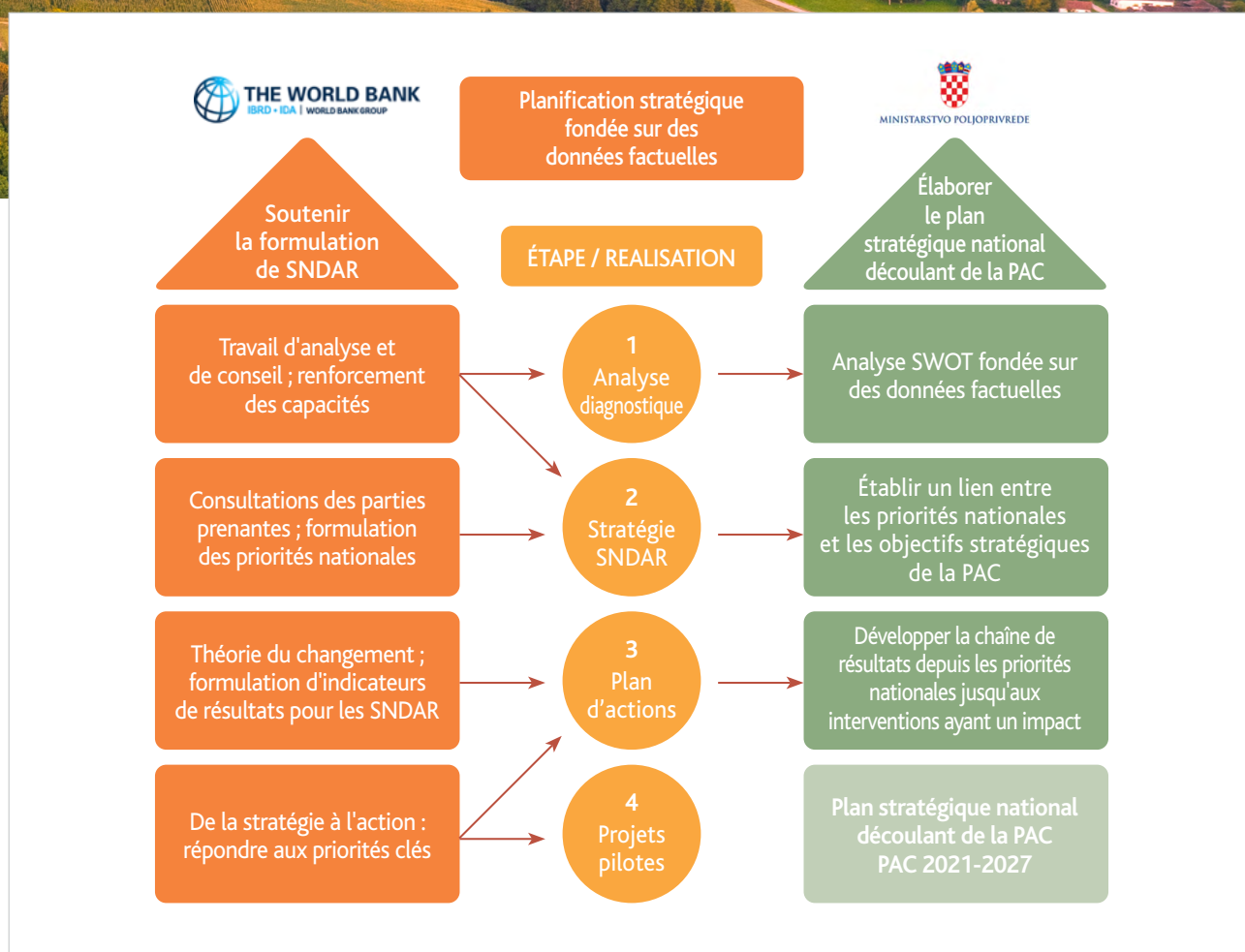
Alors que les États membres de l'UE commencent à se préparer pour la prochaine période de programmation en travaillant sur leurs analyses SWOT et leurs évaluations des besoins, différentes approches et méthodologies peuvent être adoptées pour évaluer la situation actuelle de l'agriculture et du développement rural. Le ministère croate de l'agriculture, en collaboration avec la Banque mondiale, a élaboré une approche de la planification stratégique fondée sur des données factuelles, qui comprend quatre étapes interdépendantes (voir figure). Dans un premier temps, un diagnostic approfondi de la situation de l'agriculture et du développement rural en Croatie a été établi à l'aide de méthodes quantitatives et qualitatives. Cette analyse constitue un bon exemple de la formulation d'une référence stratégique concrète pour la conception du plan stratégique de la PAC. Cette expérience a été présentée à la 18^e réunion du groupe d'experts chargé du suivi et de l'évaluation de la PAC.

De l'adhésion à l'UE au plan stratégique de la PAC

En 2013, la Croatie est devenue membre de l'Union européenne et, avec ce nouveau statut, elle s'est lancée dans la modernisation de son secteur agricole. Pour atteindre cet objectif, un cadre juridique national pour la planification stratégique a été établi afin d'harmoniser différents documents stratégiques, de fournir un cadre commun pour les indicateurs et les rapports et d'adopter

un système de suivi et d'évaluation. Ce cadre juridique constitue le fondement sur lequel la Croatie s'est appuyée pour poursuivre l'élaboration de sa stratégie nationale de développement, qui constitue à son tour la base de sa stratégie nationale pour l'agriculture et le développement rural, qui déterminera son futur plan stratégique national de la PAC.





Étapes de travail de l'analyse

Afin de comprendre la performance économique générale du secteur agricole et les effets des choix politiques, des analyses quantitatives ont été menées sur l'efficacité, l'efficacité et l'équité des dépenses publiques dans l'agriculture et le développement rural. Ces analyses ont été complétées par des évaluations sur différents sujets tels que le changement climatique, le financement agricole, la gestion des risques,

l'AKIS, la sécurité alimentaire, la bioéconomie, etc. et leurs implications sur la performance du secteur. Sur la base des résultats de cette analyse approfondie, 14 défis cruciaux pour l'agriculture et le développement rural en Croatie ont été recensés, et un sondage en ligne a été établi afin de recueillir l'opinion des parties prenantes. En outre, le ministère de l'agriculture a diffusé l'enquête en envoyant des lettres à tous les agriculteurs enregistrés du pays. Les résultats du sondage ont permis de

recenser neuf enjeux prioritaires, qui ont été examinés en personne lors des ateliers des parties prenantes. La définition des nouvelles priorités issues de ces ateliers a été utilisée pour la formulation des besoins stratégiques du secteur comme base pour définir la vision stratégique pour l'agriculture et le développement rural (étape 2).

Points saillants de l'analyse diagnostique

Alors que le secteur agroalimentaire entraîne des effets économiques importants dans l'ensemble de la Croatie, les revenus agricoles semblent fortement tributaires des subventions par rapport à la moyenne de l'UE. L'analyse montre que l'amélioration de la productivité agricole depuis l'adhésion à l'UE a été lente et que des défis structurels majeurs demeurent. À titre indicatif, la structure de production fragmentée et/ou les contraintes de l'accès aux marchés et au crédit pour les petits producteurs ont entravé le processus de transformation de l'agriculture. Cela s'est traduit par un affaiblissement de la position concurrentielle du secteur agricole croate. En outre, bien que l'absorption des fonds de développement rural se soit considérablement améliorée au cours des deux dernières années (33 %), il subsiste des variations dans l'adoption de différentes mesures, ce qui limite l'ampleur de l'impact du programme.

Efficacité

L'efficacité technique des exploitations agricoles croates (leur capacité à utiliser efficacement les intrants pour la production d'une réalisation) est jugée faible, mais l'efficacité d'échelle est très élevée. Les petites exploitations agricoles sont les porte-drapeaux de l'efficacité technique, mais la transition vers de plus grandes unités de production demeure un défi de taille. La taille influe négativement sur l'efficacité lorsque les exploitations agricoles passent d'une petite taille à une taille moyenne, et positivement lorsqu'elles passent de la taille moyenne à une grande taille. Les exploitations agricoles subventionnées sont moins performantes que les exploitations non subventionnées, et la capacité des paiements découplés à induire des gains d'efficacité est limitée. L'impact du soutien couplé sur l'efficacité technique est clairement négatif. L'aide au développement rural en faveur des investissements se traduit par une amélioration de l'efficacité technique des exploitations agricoles, ce qui n'est pas le cas de l'aide au développement rural du SIGC.

Efficience

En ce qui concerne l'efficience, les exploitations de taille moyenne semblent réduire l'écart par rapport aux grandes et aux petites exploitations. Le soutien au développement rural (investissements) est important pour améliorer l'efficience, surtout s'il stimule l'innovation. Il semble néanmoins exister un « paradoxe de productivité » où, à court terme, l'adoption de nouvelles technologies pourrait entraîner des coûts d'ajustement importants, essentiellement imputables à des facteurs organisationnels et humains. L'efficience peut être améliorée en stimulant l'évolution technique, et le soutien au développement rural semble très important pour améliorer l'efficience.

Équité

Du point de vue de l'équité, le soutien public à l'agriculture ne semble pas être équitablement réparti, et le soutien total au titre des piliers 1 et 2 semble être fortement concentré dans 7 des 21 comitats. La répartition par comitat du soutien au titre du pilier 2 est moins concentrée que pour le pilier 1 et que pour le soutien total. Cette situation a souvent conduit à ne pas toujours cibler les comitats à faible PIB par habitant et dont une proportion importante de la population est exposée au risque de pauvreté.

Résultats quantitatifs et qualitatifs

Les résultats de l'analyse et des consultations des parties prenantes ont donné des résultats très similaires en ce qui concerne les défis cruciaux et les réponses potentielles:

- **Cibler les paiements directs (découplés):** Ces paiements n'auront l'effet escompté (assurer la stabilité des revenus) et l'impact économique que s'ils sont destinés aux producteurs les plus pauvres/plus petits.
- **Soutien couplé:** Réexaminer la part des subventions couplées dans l'enveloppe de soutien et leur répartition sectorielle.
- **Cibler les interventions:** Combiner des paiements découplés ciblés avec un soutien ciblé au développement rural qui favorise les investissements agricoles et l'innovation.
- **Intégration:** Développer autant que possible les effets à l'échelle de l'économie en établissant des liens plus solides tout au long de la chaîne de valeur agroalimentaire et au-delà.
- **Intégrer des actions en faveur du climat** dans les décisions relatives à la production constitue une approche intelligente du développement et une opportunité économique pour la Croatie.

Actions futures

Les résultats de l'analyse diagnostique sont utilisés par le ministère de l'agriculture pour la formulation de son analyse SWOT fondée sur des données probantes. Ils constituent également la contribution essentielle à la formulation des besoins stratégiques et des priorités de la Croatie (étape 2), qui seront ensuite mis en correspondance avec des interventions spécifiques et les objectifs stratégiques de la PAC (étape 3) pour la conception du plan stratégique global de la PAC en Croatie. Plusieurs besoins stratégiques seront également satisfaits par la formulation de projets pilotes visant à définir des actions spécifiques pour améliorer les résultats du secteur (étape 4). ■



Pour en savoir plus :
Le rapport de diagnostic

<https://poljoprivreda2020.hr/wp-content/uploads/2019/08/Dijagnostika-analiza-Poljoprivreda.pdf>
<https://poljoprivreda2020.hr/preuzimanja/dokumenti>





EvaluationWORKS! 2019

Les rapports annuels de mise en œuvre (RAMO), soumis par les États membres en juin 2019, ont constitué une étape importante de l'évaluation et, pour la première fois, les impacts ont été évalués. Lors des activités de renforcement des capacités menées l'an dernier, les participants avaient axé leurs discussions sur les éléments qui seraient communiqués et sur les approches et méthodes possibles pour évaluer les impacts des PDR.

Cette année, les événements EvaluationWORKS! 2019 vont désormais faire l'objet d'un suivi qui permettra de déterminer les aspects positifs et les éléments qui doivent être améliorés en vue de l'évaluation ex post. Parallèlement, les États membres seront en train de préparer l'évaluation ex ante de leurs plans stratégiques de la PAC pour la période 2021-2027. Il est donc essentiel que nous examinions à ce stade les principaux enseignements tirés du fonctionnement du système actuel de suivi et d'évaluation et que nous réfléchissions également aux éléments qui doivent être pris en considération dans l'évaluation ex ante des plans stratégiques de la PAC pour la période 2021-2027.

Afin d'atteindre cet objectif, les événements annuels de renforcement des capacités EvaluationWORKS! 2019 du Helpdesk Évaluation sur le thème « Du RAMO en 2019 à l'évaluation ex ante du plan stratégique de la PAC » couvriront les modules éventuels suivants :

- « Réflexions sur le RAMO 2019 et suivi »
- « Introduction au CCSE pour la PAC post-2020 »
- « Évaluation ex ante du plan stratégique de la PAC »

Ces événements seront menés de septembre à novembre 2019 dans les langues locales des États membres par le réseau d'experts géographiques du Helpdesk et seront adaptés aux besoins et aux spécificités de chaque État membre. ■

**Vous voulez en savoir plus sur
EvaluationWORKS! 2019 ?**

Visitez la [section sur le renforcement des capacités](#) sur le site web du Helpdesk Évaluation

Résoudre les problèmes d'évaluation grâce à la collaboration: Expériences des évaluateurs slovènes en ce qui concerne les RAMO soumis en 2019

Le Helpdesk Évaluation s'est entretenu avec Gregor Skender, Directeur chez Deloitte Consulting Slovénie, qui était l'évaluateur principal pour le RAMO 2019, afin de découvrir les aspects positifs et les difficultés rencontrées par les évaluateurs.



1. Après la présentation du RAMO en 2017, quels ont été les principaux enseignements et comment cela vous a-t-il aidé à vous préparer pour le RAMO en 2019 ?

Le fait d'avoir participé à la préparation du rapport d'évaluation pour le RAMO en 2017 a permis de raccourcir considérablement la courbe d'apprentissage. Connaissant les structures de données (y compris les pièges et les lacunes dans les données), nous avons pu ajuster la méthodologie au moyen d'un plan B, dans lequel nous avons utilisé des micro données pour évaluer les tendances macroéconomiques, par exemple, en utilisant des ensembles de données plus restreints sur des zones locales afin de mesurer les impacts sur la biodiversité, ou des évaluations de tendances par des experts à l'échelle des plans d'eau afin d'évaluer les impacts sur la qualité de l'eau. En outre, la complexité du processus

d'évaluation a été atténuée en portant notre attention sur les éléments de l'évaluation les plus importants pour les constatations et les conclusions, tels que l'analyse de la biodiversité au niveau des micro données, une analyse approfondie des données du RICA et l'utilisation d'enquêtes plus brèves et ciblées pour les bénéficiaires.

2. Comment avez-vous structuré votre processus d'évaluation et créé des synergies ?

La complexité globale du processus d'évaluation fait qu'il est difficile de « voir la forêt lorsque l'arbre la cache ». Cela s'explique notamment par le fait qu'il existe un grand nombre de questions évaluatives (non seulement communes, mais aussi supplémentaires), dont les thèmes se recoupent dans le cas de la Slovénie. Nous avons essayé de surmonter ce problème en fournissant une carte logique des liens entre les questions afin d'éviter la duplication du travail et des efforts. Nous avons

également établi une répartition claire du travail par domaines pour tous les experts thématiques concernés, tels que la biologie, l'économie agricole et ainsi de suite, qui a ensuite été supervisée par une équipe centrale de gestion de projet. Nous avons régulièrement organisé des réunions et des conférences téléphoniques entre les membres de l'équipe du projet, notamment pour les membres dont les domaines d'expertise se chevauchaient (p. ex. les questions environnementales liées aux émissions d'ammoniac et de nitrates dans les eaux), afin d'obtenir les meilleurs résultats de la façon la plus efficace en faisant appel aux connaissances de tous les membres de l'équipe.

3. Quels domaines du RAMO soumis en 2019 pourriez-vous quantifier efficacement en ce qui concerne les impacts et les réalisations du programme ?

En général, nous avons été en mesure de quantifier les impacts pour les indicateurs socio-économiques lorsque nous avons pu utiliser efficacement les statistiques nationales et les données de mise en œuvre. En ce qui concerne les impacts environnementaux, nous avons été en mesure de quantifier partiellement les impacts sur la biodiversité à l'échelle des différentes zones protégées, mais il a été plus difficile d'obtenir un échantillon représentatif pour l'indice des oiseaux des terres agricoles et de quantifier les autres impacts environnementaux, tels que ceux liés à l'eau.

4. Quel a été le plus grand défi pour vous du point de vue de l'évaluation et de la quantification des impacts du PDR dans le cadre du RAMO 2019 ?

Le plus grand défi a été l'insuffisance ou l'indisponibilité des données nécessaires pour calculer correctement les indicateurs d'impact. Par exemple, lors du calcul des indicateurs d'impact I.01, I.02, I.03, l'effet du PDR sur la productivité n'était pas encore évident, car il n'existait pas suffisamment de données du RICA disponibles pour les bénéficiaires des sous-mesures M04.1 lors de l'évaluation du RAMO en 2019 et, dans certains cas, la qualité des données au début de la période de rapport était difficile à évaluer. Par conséquent, l'effet sur les exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien devrait être visible dans les prochaines années de mise en œuvre du PDR, comme l'indiquent les données du RICA et les résultats du groupe témoin.

Nous avons également éprouvé des difficultés pour calculer les indicateurs d'impact I.14, I.15 et I.16. Les indicateurs d'impact tels que le taux de pauvreté et le PIB par habitant ne font pas l'objet d'un suivi à l'échelle municipale (NUTS 5), ce qui ne permet pas de calculer les indicateurs d'impact prescrits. Par conséquent, ces indicateurs ne peuvent faire l'objet d'un suivi qu'au niveau de l'unité territoriale supérieure (NUTS 3), mais les effets nets de la contribution du PDR au développement rural (développement territorial et emploi) peuvent être perdus si tel est le cas. Lors du calcul de l'indicateur d'impact I.11, nous avons été confrontés à un manque de données de distribution spatiale pour le bilan azoté brut (GNB-N) et le bilan phosphoré brut (GNB-P) mesurés en kg N/ha/an.





5. Comment avez-vous surmonté ces problèmes ?

L'élément important pour surmonter ces problèmes a été la participation d'experts en la matière, qui ont été en mesure de fournir une évaluation et une interprétation éclairées des résultats. Des personnes travaillant dans le domaine de l'agriculture et de l'environnement faisaient partie de l'équipe du projet, qui était composée de 18 membres issus de différents domaines d'expertise. Par exemple, l'analyse des données du RICA a été effectuée par des économistes agraires, les émissions provenant de l'agriculture ont été évaluées par des experts des impacts environnementaux de l'agriculture, les initiatives LEADER ont été évaluées par un expert du développement rural, tandis que des biologistes et des chimistes ont répondu aux questions évaluatives liées à la biodiversité et à la qualité de l'eau.

L'assistance et la collaboration continues avec le ministère de l'agriculture ont par ailleurs été cruciales. Nous avons pu établir un partenariat qui a permis de résoudre les problèmes tout au long du processus (p. ex. demandes de données, explications concernant la qualité et la fiabilité des données). Il était également important de collaborer en permanence avec toutes les parties prenantes (p. ex. d'autres autorités publiques, des ONG et des particuliers), qui ont pu exprimer leurs opinions et leurs points de vue à chaque étape du processus d'évaluation. Le processus d'approbation s'en est trouvé facilité et le nombre de révisions a été réduit.

6. En quoi l'évaluation réalisée en 2019 a-t-elle été utile à votre autorité de gestion ?

Nous pensons que l'évaluation a été la plus utile en ce qui concerne les recommandations, car nous avons trouvé, en effectuant l'évaluation, des domaines qui ne fonctionnent pas bien et nous avons pu fournir à l'autorité de gestion des informations utiles sur la manière de traiter ces domaines, via notamment l'optimisation de leur travail administratif, et d'améliorer la collecte des données, ce qui peut déboucher sur une meilleure évaluation et un meilleur suivi des activités. En outre, en menant

une enquête auprès des bénéficiaires, nous avons également obtenu des informations sur la manière dont ils perçoivent la mise en œuvre des mesures, les formations et sur leur satisfaction globale, ce qui donne à l'autorité de gestion plus de latitude pour améliorer ses procédures et contenus existants afin de mieux suivre les besoins de ses bénéficiaires.

Une autre valeur ajoutée importante a été l'examen de la mise en œuvre des recommandations de la précédente évaluation du RAMO renforcé soumis en 2017, ainsi qu'un examen des réalisations des objectifs du rapport environnemental, établissant un lien entre l'évaluation ex ante et les pratiques actuelles.

7. Quelles leçons peut-on tirer de cette expérience pour les évaluations futures ?

Les données nécessaires au calcul des indicateurs peuvent devenir volumineuses, et il est difficile d'avoir une vue d'ensemble de toute la documentation et de vérifier quelles données sont utiles, ce qui fait défaut et ce qui n'est pas applicable pour les calculs. Nous avons appris à mieux gérer les données et à mettre en place un meilleur plan de gestion afin d'avoir une meilleure vue d'ensemble des données dont nous disposons et avec lesquelles nous pouvons travailler, ainsi qu'un meilleur aperçu du rapport d'évaluation dans son ensemble. Ces enseignements ont été intégrés dans le rapport initial, dans lequel tous les indicateurs (communs et spécifiques au programme) se sont fondés sur des sources de données et des méthodes de calcul claires. Nous savons aussi maintenant quelles données sont disponibles et lesquelles ne le sont pas, de sorte qu'à l'avenir, nous saurons mieux comment définir les indicateurs et supprimer ceux pour lesquels nous savons qu'il n'est pas possible d'effectuer des calculs. Nous pensons néanmoins qu'à l'avenir, l'évaluation devrait se concentrer sur un nombre limité de sujets principaux, tandis que des évaluations ad hoc réalisées par des spécialistes devraient être utilisées pour répondre à des questions spécifiques. ■



Onzième atelier sur les bonnes pratiques: Evaluer les stratégies d'intervention dans le cadre de la PAC : expériences et perspectives

Le onzième atelier sur les bonnes pratiques s'est tenu à Rome (Italie) les 15 et 16 octobre 2019. Il a rassemblé 86 participants de 24 États membres, y compris des autorités de gestion des PDR, des évaluateurs, des représentants de l'UE (p. ex. la Commission européenne, le Helpdesk Évaluation du REDR), des chercheurs, des réseaux ruraux nationaux et d'autres acteurs. Il a porté en particulier sur les principales leçons tirées des expériences d'évaluation de la logique d'intervention et de l'établissement des objectifs au cours de la période 2014-2020 et sur des exemples pratiques tirés de l'élaboration des plans stratégiques de la PAC pour la période 2021-2027.



L'objectif premier de l'atelier était de sensibiliser les participants à l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles en recensant les bonnes pratiques pour l'utilisation de l'évaluation au stade de la programmation (évaluation ex ante). Cet atelier visait en particulier à constituer un forum de discussion pour tirer les leçons des expériences d'évaluation de la logique d'intervention et de l'établissement des objectifs, sur la base d'exemples pratiques tirés de l'actuelle période de programmation 2014-2020, et à permettre un échange de vues sur les principes clés de l'évaluation de la stratégie d'intervention sur la base d'exemples pratiques tirés de la préparation des plans stratégiques de la

PAC pour la période 2021-2027. L'atelier visait en outre à identifier les défis et les besoins pour l'évaluation de la stratégie d'intervention du plan stratégique de la PAC et à élaborer des propositions pour aider les autorités de gestion et les évaluateurs dans leurs activités d'évaluation ex ante.

L'atelier a bénéficié des réflexions de la Commission européenne sur certaines des principales préoccupations des participants concernant l'évolution du processus ex ante entre 2014 et 2021, les défis de l'évaluation ex ante concernant la nature spécifique des interventions au titre des piliers I et II et, de manière générale, les moyens

de tirer le meilleur parti de l'évaluation ex ante pour la conception des interventions stratégiques. Il a également permis de mieux apprécier la logique d'intervention et l'établissement des objectifs au moyen d'études de cas réalisées dans quatre États membres au cours de la période de programmation actuelle et de la nouvelle période :

- Enseignements tirés de l'évaluation ex ante des PDR de l'Espagne et de la France pour la période en cours ;
- Enseignements tirés de l'évaluation ex ante du plan stratégique de la PAC pour la période 2021-2027 en République tchèque ;
- Leçons tirées de l'utilisation de la théorie du changement pour une évaluation d'impact en Autriche.

Les expériences passées et actuelles soulignent...

« Nous devons comprendre clairement ce que nous mesurons et avec quelles unités de mesure, afin de calculer les objectifs et les jalons. Clarifier à un stade précoce tout doute ou interprétation divergente »

Evaluateur, Espagne

« Ma vision est que chaque responsable de l'élaboration d'une politique devrait avoir un modèle d'impact sur le mur, imprimé en grand format, qui doit être amélioré de plus en plus au fil des ans »

Evaluateur, Autriche



Envoyez vos questions à:

info@ruralevaluation.eu

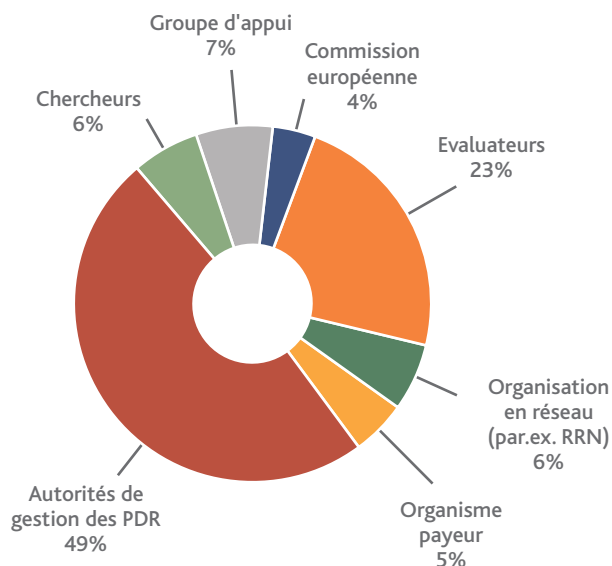


HELPDESK
ÉVALUATION
EUROPÉEN

POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL



Participants par rôle et Etat Membre



LES ÉTUDES DE CAS ONT PERMIS DE DÉGAGER UN CERTAIN NOMBRE DE MESSAGES CLÉS À L'INTENTION DES PARTIES PRENANTES DE L'ÉVALUATION.

Pour que l'évaluation ex ante soit utile, il est recommandé de planifier soigneusement la programmation et l'évaluation ex ante. Un plan à court terme pourrait mener à des conclusions superficielles.

- Les travaux ex ante devraient débiter à un stade précoce afin d'évaluer la possibilité des décisions stratégiques, d'autant plus que certains choix ne peuvent être réexaminés après avoir été annoncés politiquement.
- Une planification précoce et à long terme basée sur un système d'alerte peut être utilisée pour répondre à une évolution du contexte, de la typologie des projets ou du profil des bénéficiaires.
- L'utilisation de méthodes telles que la théorie du changement devrait être introduite dès le début, comme point de départ de l'évaluation ex ante.

Une coopération étroite et de bonnes relations entre les évaluateurs ex ante et l'autorité de gestion sont essentielles.

- L'évaluation des cibles peut amener à reconsidérer l'allocation stratégique/budgétaire si des incohérences entre les cibles et les besoins ou objectifs sont relevées. C'est pourquoi cette entreprise ne doit pas être menée à la fin.
- L'évaluation ex ante devrait constituer un processus itératif et interdépendant, auquel l'autorité de gestion devrait être fortement associée.
- Le transfert des connaissances de l'évaluateur à l'autorité de gestion dans la préparation de la nouvelle période constitue un facteur clé, étant donné que certaines autorités de gestion, notamment dans les pays régionalisés, assument de nouvelles responsabilités.
- L'interaction entre les évaluateurs et les autorités de gestion améliore la capacité de justifier les priorités au cours de la mise en œuvre du programme.

L'expérience et la capacité de recherche de l'évaluateur, ainsi qu'une connaissance approfondie du programme et de son contexte constituent des facteurs de succès dans le processus d'évaluation ex ante.

- Les actions nouvelles/innovantes sont les bienvenues mais représentent un défi, car l'expérience passée fait défaut, de sorte que l'évaluateur doit comprendre le programme et le contexte du développement, tout en cherchant d'autres références.
- L'évaluateur doit compléter son expérience par un « travail sur le terrain » et la collecte d'avis d'experts pour combler les lacunes dans les connaissances.
- Les évaluateurs devraient pouvoir utiliser des techniques et des modèles appropriés (p. ex. fondés sur la théorie ou l'approche du changement) pour mieux vérifier la contribution des interventions aux objectifs spécifiques dans le contexte du passage d'une approche de la PAC axée sur la conformité à une approche axée sur les performances.



Les résultats des études de cas, des discussions et des travaux de groupe ont permis de rassembler les questions et les défis auxquels sont confrontés les États membres pour évaluer la logique d'intervention et l'établissement des objectifs et ont débouché sur un riche ensemble de propositions pratiques pour traiter ces questions.

Renforcer les capacités pour identifier les synergies entre les piliers I et II

- Constituer une équipe multidisciplinaire composée d'experts du premier et du deuxième pilier de l'équipe d'évaluation dans un souci de cohérence.
- Organiser des activités de renforcement des capacités pour les évaluateurs à l'échelle de l'UE.
- Assurer la coopération et la tenue de réunions régulières entre les services administratifs, les ministères ou les institutions travaillant dans le pilier I et le pilier II.
- Associer les parties prenantes dans l'évaluation de la cohérence interne des interventions dont les résultats peuvent être contradictoires (p. ex. les jeunes agriculteurs sont soutenus au titre des deux piliers, tandis que la numérisation/modernisation pourrait entraîner un exode des jeunes exploitants).
- Fournir une boîte à outils sur les liens entre le pilier I et le pilier II.

Bonne compréhension du contenu des objectifs spécifiques

- L'évaluation ex ante devrait permettre de déterminer quelles interventions sont les mieux adaptées à l'objectif spécifique (p. ex. quels systèmes de qualité au titre de l'OS3).
- Rechercher des synergies d'interventions pour améliorer les réalisations au titre de chaque objectif spécifique.
- Pour comprendre le niveau d'ambition des objectifs spécifiques liés à l'environnement, il faut tenir compte du budget alloué, de la capacité administrative et de la mesure dans laquelle la PAC répond aux besoins recensés (sur la base d'une analyse SWOT exhaustive).
- Envisager une évaluation plus horizontale des objectifs qui ne sont pas clairs ou qui se chevauchent [p. ex. aliments nutritifs et durables (OS9), emploi (OS8)].
- Vérifier les concepts d'interventions, en particulier pour les nouvelles interventions, avec les parties prenantes, par exemple dans le cadre d'ateliers.

L'approche méthodologique pour l'évaluation des stratégies d'intervention

- Le point de départ devrait être une bonne compréhension des définitions des indicateurs de résultats et des résultats escomptés pour les besoins.
- Utiliser des approches fondées sur des données factuelles telles que l'analyse des expériences passées et une expérience pertinente plus large via le recours à la littérature, aux statistiques, aux études et aux évaluations.
- Utiliser des méthodes fiables, telles que des matrices multicritères pour évaluer la cohérence ou des modèles d'impact pour évaluer les liens entre les interventions spécifiques et les objectifs.
- Évaluer la prise en compte des spécificités de LEADER dans la conception des interventions en utilisant la théorie du changement.

Préciser le lien entre les interventions et les résultats

- Effectuer une analyse sectorielle et territoriale pour évaluer les liens potentiels et les variations dans les résultats.
- Envisager l'utilisation de modèles expérimentaux dans des contextes spécifiques pour analyser différents scénarios.
- Utiliser les connaissances tirées des expériences passées documentées dans des études et la littérature.
- Recenser tous les liens potentiels entre chaque objectif spécifique et les indicateurs de résultats, y compris l'influence des facteurs externes et des risques potentiels (la théorie du changement est très pertinente ici).

Résoudre les problèmes de disponibilité des données

- Faire le point sur l'expérience acquise au cours de la période de programmation actuelle pour des indicateurs tels que les indicateurs de résultats complémentaires.
- Analyser le système actuel des piliers I et II, identifier les lacunes et les chevauchements et mettre au point un système informatique consolidé, pour autant qu'il existe un financement, des compétences et un engagement politique.
- Effectuer une analyse contextuelle plus large et, si nécessaire, fournir des indicateurs de contexte supplémentaires.
- Obtenir des données historiques du RICA afin de contribuer à l'établissement des valeurs cibles.
- Accéder à des données provenant d'autres sources pour combler les lacunes dans les données, y compris l'utilisation d'autres études, évaluations et documents.
- Recueillir des contributions pertinentes auprès des parties prenantes représentatives (poser les bonnes questions aux bonnes personnes).
- Coopération entre l'autorité de gestion et l'organisme payeur pour la fourniture des données nécessaires.



Utiliser les évaluations comme moyen d'apprentissage stratégique:

Une conversation avec Jurgita Pugačiauskaitė-Butrimienė du RRN lituanien

1. Qui a commandé cette évaluation et quel était le but de votre évaluation du RRN ?

Comme notre Groupe d'appui au réseau (GAR) est établi au sein de l'autorité de gestion et que nous n'avons pas de « frontières » formelles, cette évaluation a été confiée à l'unité de l'autorité de gestion chargée du suivi et de l'évaluation du PDR. Cette évaluation visait à tirer des enseignements des activités passées mises en œuvre afin de mieux planifier les activités futures et de formuler des recommandations sur les évolutions possibles du RRN lituanien au cours de la période de programmation suivante, en ce qui concerne notamment la structure du RRN, la portée future de ses activités et les outils de mise en œuvre.

2. Quels domaines des activités du RRN ont été pris en compte dans cette évaluation ?

Toutes les activités du RRN lituanien mises en œuvre au cours de la période de programmation 2014-2020, y compris les événements, séminaires, conférences, groupes de travail thématiques, formations des GAL et autres activités, ont été couvertes par cette évaluation. De plus, la gestion et les ressources de notre RRN et de notre GAR ont également été prises en compte. Les évaluateurs ont évalué combien de types d'activités ont été mises en œuvre et comment ces activités ont été reçues par les parties prenantes et si elles répondaient à leurs besoins. En outre, étant donné que les évaluateurs ayant réalisé cette évaluation ont également mené des entretiens dans d'autres pays comptant des RRN avec des structures similaires, les informations concernant le RRN lituanien ont ensuite été comparées à celles de ces autres pays (Lettonie, Estonie, République tchèque, Slovaquie et Slovénie).

3. Quelles ont été les étapes de travail de l'évaluation ?

Les évaluateurs ont d'abord évalué différents documents du RRN lituanien, y compris le programme d'action du RRN lituanien pour 2016-2020, les plans d'action du RRN lituanien (2016, 2017, 2018), les rapports financiers et de mise en œuvre obligatoires qui ont été soumis par le GAR lituanien à l'organisme payeur lituanien ainsi que divers autres documents (rapports, présentations, etc.) accessibles sur le site web du REDR. Les résultats d'une précédente évaluation globale de 2014 portant sur les activités de la période 2007-2013 ont également été examinés et utilisés dans cette évaluation. En outre, une auto-évaluation menée en 2018 par le RRN lituanien sur des questions stratégiques a également été prise en considération. Ensuite, les évaluateurs ont complété ces informations par une enquête quantitative menée auprès des parties prenantes du RRN lituanien pour les rapports annuels de mise en œuvre 2014-2019. L'évaluateur s'est ensuite servi de ces informations ainsi que des données d'enquête provenant d'autres pays pour effectuer une analyse comparative. Le RRN lituanien a été comparé à d'autres pays dont la taille et les structures de réseau sont similaires (Lettonie, Estonie, République tchèque, Slovaquie et Slovénie).

Cette analyse comparative s'est notamment penchée sur les membres des RRN, les pratiques de gestion des RRN et l'allocation budgétaire des RRN.

4. Quelles sont les principales conclusions de l'analyse comparative concernant la Lituanie ?

Cette analyse comparative a montré que le GAR lituanien est unique par rapport à de nombreux autres GAR en ce sens que ses fonctions ne sont pas déléguées à un organisme subordonné, ce qui était plus courant dans les autres pays analysés, et qu'il ne fait pas appel à des spécialistes régionaux. Au contraire, toutes les fonctions du GAR sont maintenues

au sein de l'autorité de gestion d'une manière plus consolidée. L'analyse a en outre révélé que le nombre d'employés dans le GAR lituanien était nettement inférieur, puisqu'il ne compte qu'un seul employé, contre 5 en moyenne dans les autres pays. L'analyse a révélé que ces différents types de structuration du GAR comportent à la fois des avantages et des inconvénients. Si le GAR lituanien peut être plus efficace à certains égards en raison de sa nature centrale, le fait qu'il ne compte qu'un nombre réduit d'employés pourrait également signifier que certaines activités sont limitées.

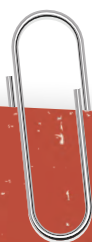
5. Quelles ont été les principales conclusions et recommandations ?

Les résultats de cette évaluation semblent indiquer que les membres du RRN considèrent les événements comme l'outil de travail en réseau le plus efficace fourni par le RRN. L'évaluation a indiqué que le RRN pourrait essayer de nouer davantage le contact avec les communautés locales et accorder plus d'attention au soutien des innovations rurales. En outre, étant donné que le RRN lituanien a inclus dans son plan d'action l'objectif spécifique de contribuer à la stratégie de l'UE pour la région de la mer Baltique (domaine politique « bioéconomie »), mais n'a pu mettre en œuvre que relativement peu d'activités liées à ces objectifs, il a été recommandé que le RRN limite ses activités futures à ces objectifs obligatoires pour la période post-2020, afin de tirer le meilleur parti de ses ressources. Enfin, les évaluateurs ont conclu qu'il est souhaitable que le GAR lituanien procède à une auto-évaluation chaque année en décembre-février afin de mieux soutenir la préparation de chaque plan d'action annuel.

6. Y aura-t-il des mesures de suivi de cette évaluation ?

Les principales actions de suivi consisteront à utiliser cette évaluation pour planifier les futures activités de travail en réseau, y compris de nouveaux groupes de travail thématiques pour améliorer la mise en œuvre du PDR lituanien et établir le contact avec les parties prenantes désignées comme les moins participatives. Cette évaluation servira également de contribution essentielle à la préparation et à la programmation des activités du RRN pour la prochaine période 2021-2027. ■





Retour aux fondamentaux: Principales idées pour l'évaluation de votre stratégie d'intervention

La stratégie d'intervention (= logique d'intervention) est au cœur des programmes de soutien de l'UE car elle montre le lien logique entre le problème à résoudre (ou l'objectif à poursuivre), les facteurs sous-jacents du problème et les options politiques disponibles (ou les actions réellement prises par l'UE) pour résoudre le problème ou atteindre l'objectif.

L'évaluation ex ante de la stratégie d'intervention des plans stratégiques de la PAC pour la période 2021-2027 porte d'abord sur la **pertinence et la cohérence** des interventions conçues et regroupées autour d'objectifs spécifiques : Sont-elles en mesure de répondre aux besoins identifiés ? Sont-elles fondées sur les éléments factuels de l'analyse SWOT ? Sont-elles de façon plausible liées aux objectifs de la PAC ?

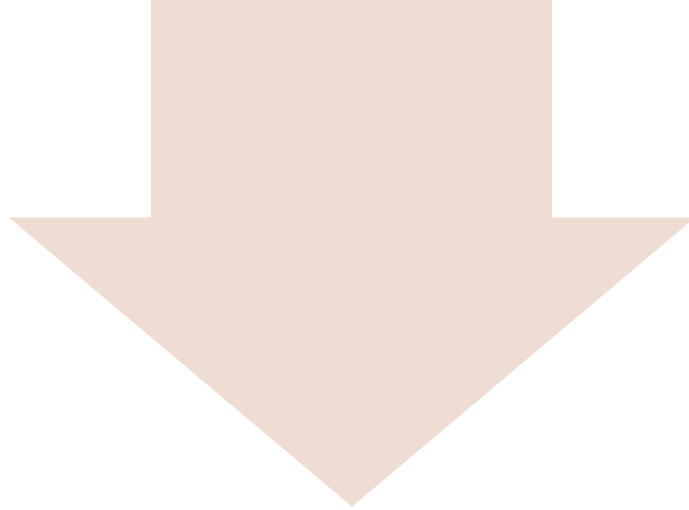
L'évaluation ex ante évalue si les interventions sont cohérentes et fonctionnent en synergie (cohérence interne) et examine leur relation avec les autres instruments politiques pertinents (cohérence externe).

L'évaluation de **l'efficacité et de l'efficience** de la stratégie d'intervention, en revanche, est généralement liée aux évaluations intermédiaires et ex post. Toutefois, au stade ex ante, il est déjà possible d'examiner si la conception globale des interventions et la répartition des ressources budgétaires sont susceptibles de produire les résultats et les effets escomptés et d'apporter ainsi une contribution notable à la réalisation des objectifs généraux de la politique.

À cette fin, la chaîne des effets entre les contributions budgétaires des interventions conçues et leurs réalisations et impacts escomptés est évaluée. L'évaluation des effets escomptés permet également de vérifier si les valeurs cibles et les jalons annuels des indicateurs de résultats ont été calculés correctement et de manière réaliste sur la base du montant des contributions allouées, des réalisations prévues et des résultats.

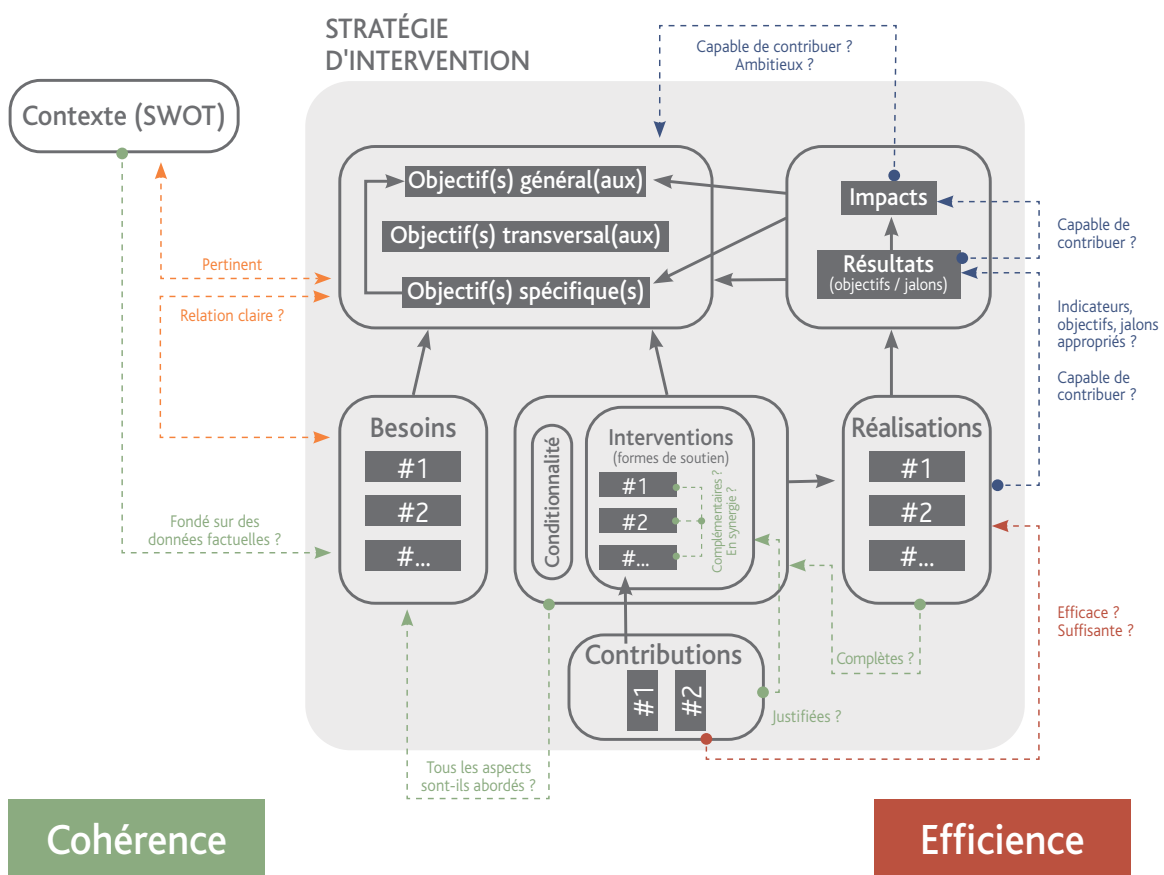
Pour en savoir plus sur l'évaluation de la stratégie d'intervention du plan stratégique de la PAC, de ses objectifs et jalons, consultez la section relative au [Groupe de travail thématique « Préparer l'évaluation ex ante du plan stratégique de la PAC »](#)





Pertinence

Efficacité





CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS PASSÉS ET À VENIR

- **IT – 15-16 octobre 2019 – Évaluation des stratégies d'intervention dans le cadre de la PAC:**
expériences et perspectives : organisé par le Helpdesk Évaluation.
Cet atelier sur les bonnes pratiques a permis aux autorités de gestion, aux organismes payeurs, aux fournisseurs de données et aux évaluateurs d'examiner les différentes approches, les différents défis et solutions liés à l'évaluation des stratégies d'intervention dans le cadre de la PAC.
[Pour en savoir plus >>>](#)
- **BE – 21 octobre 2019 – 12^e Groupe de pilotage des réseaux ruraux:** [Pour en savoir plus >>>](#)
- **IT – 5-9 novembre 2019 – Semaine du JRC sur les indicateurs composites et les tableaux de bord**
[Pour en savoir plus >>>](#)
- **BE – 3 décembre 2019 – 18^e Groupe d'experts pour le suivi et l'évaluation de la PAC:**
[Pour en savoir plus >>>](#)
- **11-12 décembre 2019 - Comment prouver les réalisations et impacts des PDR:**
Enseignements tirés des évaluations rapportées dans le RAMO 2019: l'objectif de cet Atelier sur les bonnes pratiques est d'observer les expériences émanant des évaluations rapportées dans le RAMO 2019 et d'en tirer les leçons pour l'ex post.
[Pour en savoir plus >>>](#)
- **BE – 16 décembre 2019 – 6^e Assemblée des réseaux ruraux:**
[Pour en savoir plus >>>](#)
- **IE – 24-26 mars 2020 - Conférence internationale pour la recherche réaliste, l'évaluation et la synthèse : Favoriser l'innovation dans la pratique:**
[Pour en savoir plus >>>](#)



Que se passe-t-il dans VOTRE État membre ?

Partager les événements en rapport avec l'évaluation en envoyant un courrier électronique à info@ruralevaluation.eu

Le Helpdesk Évaluation travaille sous la supervision de l'Unité C4 (Suivi et Évaluation) de la direction générale de l'agriculture et du développement rural de la Commission européenne.

Le contenu de cette lettre d'information ne reflète pas nécessairement le point de vue officiel de la Commission européenne.

Helpdesk Évaluation européen pour le développement rural

BE-1040 Bruxelles, Boulevard Saint Michel 77-79 (Métro Montgomery/Thieffry) E-mail: info@ruralevaluation.eu •

Site web: <http://enrd.ec.europa.eu/evaluation/> • Tél. +32 2 737 51 30

Équipe éditoriale: Valérie Dumont, Myles O. Stiffler, Hannes Wimmer • Graphisme: Karott' SA

Collaborateurs: Giulia Bekk, Gregor Skender, Valdis Kudins, Marili Parissaki, Jurgita Pugaciauskaite-Butrimiene, Eduardo Serrano Padial, Myles O. Stiffler, Hannes Wimmer

